

60 JOURS

À CLICHY

Édité par les élus et la section de Clichy du Parti Communiste Français

EN 2005 CLICHY A DÉJÀ DIT NON

En 2005, les français avaient réussi à repousser par 55 % des voix le Traité de Lisbonne. Droite et PS faisaient campagne pour l'adoption de ce Traité visant déjà à casser les services publics et à imposer l'austérité. A Clichy, malgré l'engagement du maire socialiste G. Catoire pour le OUI, les Clichois avaient voté NON à 51%. Un sondage montre que 72 % des français souhaitent un nouveau referendum.

AUSTÉRITÉ, SALAIRE, EMPLOI, EUROPE ...

LE CHANGEMENT C'EST URGENT
LA PAROLE AUX CITOYENS !

Les clichois, comme les français ont fait le choix de chasser Sarkozy, parce qu'ils veulent un véritable changement.

La colère gronde et le mouvement social s'étend pour défendre l'emploi et les acquis sociaux.

Parce qu'en Europe, les Gouvernements choisissent la voie sans issue de l'austérité, les uns après les autres, les économies entrent en récession.

La gauche, notamment en France, est face à ses responsabilités. Pour l'instant, faute de s'attaquer à la domination de la finance, les réponses apportées par F. Hollande ne sont pas à la hauteur.

Le PCF se mobilise pour des réponses urgentes : interdiction des licenciements boursiers, augmentation du SMIC, des salaires et des retraites, pour le « redressement productif », pour de nouveaux droits pour les salariés et pour de nouveaux instruments financiers contre les marchés financiers et la spéculation.

Comment ne pas se féliciter de voir le rassemblement le plus large s'opérer en France et en Europe contre le Traité européen austéritaire. Syndicats, associations et de nombreux partis de gauche préparent le succès des mobilisations du 30 septembre et du 9 octobre pour refuser ce Traité et exiger un referendum.



Sur le marché du centre, les militants et les élus communistes de Clichy, dont Christian Garnier et Guy Schmaus, font signer la pétition sur le pacte budgétaire européen.

Pour faire payer la crise aux travailleurs, Merkel et Sarkozy, en bons représentants des milieux financiers et des multinationales, ont voulu imposer en France un nouveau Traité qui condamnerait chaque Etat et chaque peuple à l'austérité à perpétuité.

Il prévoit d'imposer l'austérité partout, de piétiner la souveraineté nationale au profit des technocrates européens et représentants des milieux

financiers non élus.

En dépit de ses engagements de renégociation, F. Hollande y renonce et veut faire adopter, sans consulter le peuple français, ce Traité. Comme 72 % des français, nous exigeons un referendum.

Le Traité est non seulement injuste mais économiquement stupide : renforcer l'austérité, comme le souligne l'économiste et prix Nobel J. Stiglitz,

revient à réduire la consommation des ménages, à accélérer le chômage et aboutit à diminuer les recettes fiscales de l'Etat, bref à plomber la croissance et donc au final à creuser les déficits que l'austérité était censée réduire.

La simple application de l'objectif de F. Hollande de ramener dès 2013, le déficit public à 3 % du produit intérieur se traduirait automatiquement par 300 000 chômeurs de plus.

Engager la France dans la spirale infernale de l'austérité, c'est affaiblir la France, saper le soutien populaire qui avait permis de chasser Sarkozy et gâcher les perspectives de changement.

Les 4 millions de français qui ont voté pour le candidat du Front de gauche aux Présidentielles et aux législatives, la dynamique de rassemblement des forces progressistes contre ce Traité et l'austérité peuvent peser d'un poids considérable.

Adossés aux luttes des salariés sur les salaires, l'emploi, le redressement productif, cette dynamique riche d'avenir est celle qui permettra de redresser le Pays en imposant une politique vraiment à gauche qui réussisse.

QU'EST-CE QUE
CE NOUVEAU TRAITÉ
EUROPÉEN ?

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), concocté en 2011 par le couple Merkel-Sarkozy, a pour principal objectif de « rassurer les marchés financiers ». Comment ?

En imposant à tous les Etats de la zone euro une cure d'austérité généralisée. Aussi nommé « pacte budgétaire », ce texte durcit considérablement les traités de Maastricht et de Lisbonne.

Il a été signé par 25 dirigeants européens le 2 mars 2012.

Le TSCG commande à tous les Etats

de l'Union de respecter strictement le principe d'équilibre budgétaire pour l'ensemble de leurs comptes publics. Cette règle, dite « règle d'or », doit être transcrite dans les législations.

Désormais, le budget présenté au Parlement devra être validé auparavant par la Commission européenne.

Dans le cas où un Etat présenterait un déficit budgétaire, des « réformes structurelles » (article 5) devront être engagées sous le contrôle de la Commission européenne.

C'est le sort que subit aujourd'hui la



CHARB

Grèce. Si un Etat membre considère qu'un autre Etat n'a pas adopté des mesures suffisamment importantes pour appliquer les règles du traité, il peut porter plainte auprès de la Cour de justice européenne (article 8).

Celle-ci pourra imposer des amendes à hauteur de 0,1 % du PIB (Produit intérieur brut) soit, dans le cas de la France, 2 milliards d'euros !

Les parlements nationaux sont complètement dessaisis de leurs principales prérogatives : définir les orientations économiques et sociales d'une nation.

François Hollande avait fait de la renégociation de ce traité un engagement de campagne, mais celle-ci n'a pas eu lieu, contrairement à ce qui a été dit. Le « pacte de croissance » qu'il a sorti du chapeau reste d'une portée extrêmement limitée, et les fonds annoncés étaient pour l'essentiel déjà prévus.

C'est donc bien un traité très dangereux pour la démocratie et les droits sociaux en Europe que le Président de la République s'apprête à faire ratifier par le Parlement.

UN NOUVEAU TOUR DE VIS POUR LES SERVICES PUBLICS

Le TSCG comprend tous les outils pour contraindre durablement les Etats, sans débat démocratique, à opérer des mesures « douloureuses », qu'importent les sacrifices infligés aux peuples !

Il prévoit notamment que les pays dont la dette est supérieure à 60 % de leur PIB (le produit intérieur brut), doivent ramener au plus vite leur déficit à 0,5 %. C'est en application de cette règle que la France devrait trouver, en 2013, 33 milliards d'économies ou de recettes supplémentaires comme l'a confirmé François Hollande début septembre à la télévision.

Toutes les administrations publiques seront lourdement mises à contribution. Les conséquences s'en feront directement ressentir à l'hôpital, sur les dépenses de santé, dans les transports publics, dans l'enseignement, dans les politiques du logement, de l'enfance et de la

jeunesse, sur l'aide aux personnes, les allocations chômage et le niveau des retraites, les subventions aux associations. Pour les clichois, ces questions trouvent une traduction bien concrète : devenir de l'hôpital Beaujon, saturation de la ligne 13, aides aux familles et à nos aînés, la formation et l'emploi des jeunes, subvention et dotation à la ville de Clichy, etc.

La dette et le déficit budgétaires résultent de l'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses. En France, les exonérations sociales et les baisses d'impositions de toutes sortes accordées aux entreprises, sans aucun effet sur l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés, coûtent 172 milliards par an à la collectivité. Pour résorber la dette, commençons par revenir sur ces « largesses » et tous les cadeaux fiscaux accordés à quelques milliers de privilégiés !

REMBOURSEMENT À 50% DE LA CARTE IMAGIN'R

La demande des élus communistes et citoyens, la majorité départementale (UMP) a dû accepter en juin la constitution d'un groupe de travail sur le remboursement à 50 % de la carte Imagine'R pour les jeunes. Cette mesure de

justice sociale représenterait une économie de 150 € à 360 € par an pour les familles du département. La mobilisation avec les jeunes et les habitants du 92 doit continuer pour qu'il ne s'agisse pas d'une promesse en l'air.

Retrouvez l'actualité des luttes, les militants et élus communistes clichois sur le web
BLOG : DIALOGUE CLICHOIS
<http://communistesclichy92.elunet.fr>

Rejoignez le Parti communiste Français

Nom : _____ Prénom : _____

Age : _____ Profession : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mail : _____

Bulletin d'adhésion à retourner à : Section du PCF de Clichy la Garenne, 87 rue Martre, Clichy 92110



PAS DE SOUMISSION À BRUXELLES

Le traité permet à la Commission de Bruxelles de contrôler le budget de la France durant sa préparation, de le rectifier, et cela va même jusqu'au refus de recevoir certains amendements parlementaires durant la discussion des budgets nationaux ! Un pays qui aurait, selon les critères européens, « trop de déficits », serait placé sous tutelle, comme cela s'expérimente depuis plusieurs mois en Grèce, en Espagne et en Italie. Depuis la Révolution française, le principal pouvoir du Parlement est de décider de la collecte de l'impôt, de sa nature, de la répartition et de l'orientation des dépenses. Si une autorité supérieure non élue enlève les pleins pouvoirs budgétaires aux Parlements nationaux, nous entrerions dans un système autre que la République Française : un système supranational, au pouvoir concentré, non élu, autoritaire, appliquant l'austérité à perpétuité pour les peuples afin de soutenir la finance dans le cadre de la guerre économique mondiale.

DES ALTERNATIVES À L'AUSTÉRITÉ EN EUROPE

Pour sortir de la crise il faut museler les marchés financiers en empêchant la spéculation sur les dettes des Etats. Une maîtrise publique du crédit est indispensable pour répondre aux besoins sociaux et aux attentes des populations.

• changer les missions de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de l'euro pour les tourner réellement vers l'emploi, la croissance, l'essor des services publics. La BCE doit pouvoir racheter directement des dettes publiques d'État et examiner avec eux sur une longue période les conditions de remboursement à taux d'intérêt quasi nuls.

• décider la création de pôles financiers publics nationaux, incluant les nationalisations des banques, que l'on mettrait en réseau au niveau européen pour contrer les marchés et stopper la spéculation.

• Sous contrôle des salariés, ces pôles publics délivreraient un nouveau crédit sélectif pour les investissements matériels, la recherche des entreprises, le développement de l'emploi et des qualifications.

La BCE devrait pouvoir moduler le taux de son refinancement des banques pour appuyer l'essor de ce nouveau crédit.

BONS SCORES DU PCF ET DU FDG À CLICHY

• Excellent score du Front de gauche et de son candidat J.L. Mélenchon aux Présidentielles qui, avec 3.219 voix et 14,6%, devance, mis à part F. Hollande, tous les autres candidats de gauche. A droite F. Bayrou ne recueille que 1.860 voix et 8,43% des suffrages exprimés.

• Avec 1.103 voix et 7,12% aux Législatives, François Delalleau (PCF-Front de gauche), arrive en seconde

position des candidats de gauche après Gilles Catoire, maire socialiste. L'entrée du MODEM dans la majorité municipale est un échec : sa candidate, pourtant adjointe au maire, n'a recueilli que 451 voix et 2,91%. Les clichois ont ainsi clairement réaffirmé qu'ils veulent voir gérer la Ville par toutes les composantes de la gauche.



60 Jours à Clichy
 87, rue Martre 92110 Clichy
 Directeur de la publication : Guy Schmaus
 Dépôt légal : octobre 2010. Numéro ISSN : en cours.
 Imprimerie LNI SA, Gennevilliers